



Projet de procès-verbal

COMITÉ EXÉCUTIF

Réunion virtuelle

Mercredi 16 mars 2022

1. Accueil et présentations

Le Président Emiel Brouckaert a souhaité la bienvenue à tous les participants. Anaïs Mourtada (CNP MEM) et Caroline Gamblin (MSC, observateur) se sont excusées.

Le Président a indiqué qu'avec le CC Mer du Nord, le CC EOS a écrit à la Commission au sujet des conséquences sur la société et le marché de la situation en Ukraine/Russie. Le CC sera invité à apporter sa contribution à ce sujet et à en discuter au cours de la réunion en établissant un lien avec les Points d'Action devant être approuvés par les réunions des Groupes de Travail. Le Président a déclaré qu'un projet de lettre concernant la crise du carburant et ses répercussions serait présenté aux membres du ComEx pour approbation après que les actions découlant des Groupes de Travail aient été abordées au cours du premier point de l'ordre du jour.

L'ordre du jour et le procès-verbal de la dernière réunion (24 septembre 2021) ont été adoptés.

a) Points d'action de la dernière réunion (24 septembre 2021)

1	Le Président et le Vice-Président du GTH seront élus lors de la prochaine réunion du GTH. Le Secrétariat organisera la procédure de nomination avant la prochaine réunion.
	Emiel Brouckaert a été confirmé comme Président et Patrick Murphy comme Vice-Président le lundi 14 mars 2022.
2	Le Secrétariat contactera tous les membres pour qu'ils apportent leur contribution aux réunions du MIAC et du MIACO.
	Ce qui précède a été mené à bien et finalisé, et les réunions ont été planifiées pour janvier 2022. Le CIEM a reporté les réunions à juin 2022 en raison de la pandémie de COVID-19 qui sévissait alors au Danemark. Le contenu de la réunion n'a pas encore été examiné et les membres seront contactés si une mise à jour des points à l'ordre du jour est nécessaire.

Le Président a déclaré que de nombreux points d'action des Groupes de Travail ont été examinés et approuvés lors de la dernière réunion du ComEx. Le rapport sur ces points d'action a été terminé et s'appliquera également aux points d'action à venir des Groupes de Travail qui seront examinés prochainement.



Discussion sur les reports du CIEM et les réunions MIAC/MIACO

Sean O'Donoghue s'est interrogé sur les conséquences du report des réunions du CIEM au mois d'avril en raison de la situation en Ukraine et en Russie, ce qui aurait pour conséquence une absence de prise de décision. M. O'Donoghue a estimé que cela pourrait affecter le travail relatif au point d'action 2 et que le CIEM devrait être contacté pour savoir si les réunions auront effectivement lieu au mois de juin.

Mo Mathies a fait remarquer que les réunions actuellement reportées n'ont pas de conséquences sur les avis concernant les stocks des EOS, mais il a estimé qu'il serait utile d'avoir une confirmation écrite du CIEM à temps pour les réunions prévues en juillet. Le Président a indiqué que cette question serait abordée dans les points d'action du GT 2.

M. O'Donoghue a ensuite évoqué l'effet d'entraînement sur les stocks en raison de la reconduction des avis. Il a ajouté qu'il était important de connaître l'avis du CIEM pour les stocks de 2023 dans le cas où les réunions seraient reportées.

ACTION : Le Secrétariat prendra contact avec le CIEM concernant les réunions MIAC/MIACO à Copenhague en juin.

ACTION : Le Secrétariat vérifiera auprès de la Commission les retards éventuels des avis du CIEM concernant les stocks des EOS.

b) Points d'action découlant des Groupes de Travail (14 & 15 mars 2022)

Points d'action Groupe de Travail 1 Mer d'Irlande (15/03/2022)	
1	Le Secrétariat rédigera une lettre à l'intention du GEM EOS sur la nécessité de disposer de nouvelles mesures techniques applicables à la pêche à la langoustine en mer d'Irlande afin de réduire les prises accessoires de merlan.
2	Le Secrétariat fera part au Groupe de Discussion Obligation de Débarquement de la contribution des membres à la discussion portant sur le Plan de Débarquement en vue de la rédaction d'un avis sur le sujet.
3	Le GT appuie l'initiative du CC EOS d'écrire à la Commission afin de formuler des recommandations concernant la crise actuelle du carburant et souligne en particulier la nécessité de disposer d'un stockage de carburant et l'importance du secteur de la pêche car il assure la sécurité alimentaire.

Tous les points d'action du GT1 ont été approuvés.

Points d'action Groupe de Travail 2 Mer Celtique et Ouest de l'Ecosse (15/03/2022)	
1	La préparation de l'avis du CC EOS sur les Mesures Techniques en Mer Celtique, faisant suite au rapport du CSTEP, doit se faire par le biais d'un Groupe de Rédaction d'Avis dédié ou par le biais du Groupe de Discussion sur l'Obligation de Débarquement qui est déjà en place. Le Secrétariat va demander à tous les membres de manifester leur volonté de participer à un Groupe de Rédaction d'Avis dédié.
2	Le Secrétariat suivra les mises à jour du CIEM, en tenant compte des retards possibles dans la publication des avis. Une fois que plus d'informations seront disponibles, le CC EOS pourrait envisager de préparer une liste de priorités à soumettre au CIEM.



	Action approuvée par le ComEx.
3	En ce qui concerne la fixation des TAC entre l'UE et le Royaume-Uni, le CC EOS devrait identifier une liste de stocks clés sur lesquels le CC pourrait concentrer ses efforts en vue de fournir des avis à temps, avant que la Commission ne discute de la proposition dans le cadre des négociations avec le Royaume-Uni.
	Action approuvée par le ComEx.

Tous les points d'action du GT2 ont été approuvés.

Une discussion a eu lieu à propos du point d'action 1 "Préparation de l'avis du CC EOS sur les Mesures Techniques en Mer Celtique faisant suite au rapport du CSTEP", et les membres ont fait savoir que selon eux, en raison de la nature spécifique de ce sujet, un GRA devrait être mis en place pour aborder cette question.

En ce qui concerne le point d'action 3 "Stocks clés / aspects socio-économiques", Robert a estimé qu'il serait préférable d'émettre des recommandations sur les stocks plus tôt dans l'année et d'inclure également les aspects socio-économiques qui ne sont pour le moment pas pris en compte dans le processus décisionnel. Il a admis que cela dépassait la portée du Groupe de Travail 2, et que cela était lié à la méthodologie générale du fonctionnement du CC. Le Président a approuvé cette position et a ajouté que tous les Groupes de Travail devraient examiner s'il existe des stocks spécifiques à présenter en priorité et à prendre en compte dans la procédure de fixation des TAC UE-Royaume-Uni. Alexandra Philippe a proposé que cette question soit abordée lors de la réunion Inter-CC sur le Brexit.

Mme Mathies a indiqué que le GD Aspects sociaux a presque finalisé le projet de Termes de Référence et que celui-ci comporte un objectif visant à prendre en compte les aspects socio-économiques dans tous les avis du CC EOS à l'avenir.

ACTION : Le Secrétariat va demander à tous les membres de manifester leur volonté de participer à un GRA spécialisé chargé de préparer un avis sur les Mesures Techniques en mer Celtique, suite au rapport du CSTEP.

Points d'action Groupe de Travail 3 Manche (15/03/2022)	
1	Le Secrétariat recueillera les commentaires des membres sur la crise du carburant et les rassemblera dans la lettre qui sera examinée par le ComEx.
2	Les membres proposeront des noms d'experts pour participer au GTE du CSTEP sur les espèces hors quota. Le Secrétariat enverra un courriel informant de la procédure de candidature et des délais.
3	Un rappel devrait être envoyé à la Commission concernant les recommandations faites par le CC EOS sur l'utilisation de l'outil d'allocation des captures de bar.

Tous les points d'action du GT3 ont été approuvés.

Points d'action Groupe de Travail Horizontal (14 mars 2022)	
1	Les membres enverront au Secrétariat toute question destinée à la Commission concernant les sujets abordés, afin de les soumettre par écrit à la DG Mare.
2	Le Secrétariat contactera Hugo Gonzalez pour organiser une présentation des travaux de



	recherche espagnols sur les raies au Groupe de Discussion sur les Raies du CC EOS/CC Mer du Nord.
3	Le Secrétariat consultera le MAC et le CC Mer du Nord concernant la création éventuelle d'un nouveau Groupe de Discussion sur le Tourteau.
4	Le ComEx approuvera l'organisation et le déroulement de l'atelier du CC EOS pour les stocks pélagiques (PELAC) concernant les répercussions des activités sismiques et de l'énergie éolienne offshore.
5	Le ComEx approuvera la proposition additionnelle du CC EOS sur la crise actuelle du carburant.
6	Le Secrétariat transmettra la réponse de la Commission à la lettre conjointe du CC relative à l'avis du CC et évaluera s'il y a lieu de faire un suivi de la proposition.
7	Le Secrétariat mettra en place Doodle pour la réunion du Groupe de Discussion sur l'Obligation de Débarquement afin de discuter de la mise à jour de l'outil Choke du CC EOS
8	Le Secrétariat fera une proposition de procédure écrite concernant le développement des avis d'urgence au sein du CC EOS.

Tous les points d'action du GTH ont été approuvés.

M. O'Donoghue a souhaité savoir s'il y avait eu une discussion entre le CC pour les stocks pélagiques (PELAC) et le CC EOS concernant l'Argentine et Sprat. Il a estimé qu'il était important pour le ComEx de prendre des mesures à ce sujet, étant donné que cela concernait le GT 2 et les stocks supplémentaires, et que cela devrait être inclus dans l'ordre du jour du CC EOS pour le mois de juillet.

Le Président a indiqué qu'un « gentleman's agreement » avait été préparé entre le CC pour les stocks pélagiques (PELAC) et le CC EOS et que celui-ci était en cours de finalisation. Le Président a confirmé que la consultation pour la priorisation des stocks importants du CC EOS était à l'ordre du jour pour le mois de juillet, à condition que l'avis du CIEM ne soit pas retardé.

Lettre sur la crise du carburant

Le Président a lu la lettre adressée à la Commission concernant la crise du carburant. Les commentaires et les suggestions des membres sont incorporés dans le projet de document qui sera finalisé par le Secrétariat immédiatement après la réunion et transmis à tous les membres du ComEx pour approbation en procédure accélérée.

ACTION : Le Secrétariat finalisera la lettre sur la crise du carburant et la transmettra au ComEx pour approbation en procédure accélérée.

2. Nomination et confirmation du deuxième Vice-Président du ComEx pour l'industrie

Mme Mathies a annoncé la nomination et la confirmation du deuxième Vice-Président du ComEx pour l'industrie. M. González a reconnu que le remplacement de Purificación Fernández a été difficile. Il a présenté Irene Prieto qui a donné un bref aperçu de son parcours, en indiquant qu'elle était biologiste marine et qu'elle avait travaillé en tant qu'observatrice sur des navires de pêche pendant 3 ans, ainsi qu'avec l'Institut océanographique espagnol (Spanish Oceanographic Institute).

Le Président a remercié Mme Prieto. Les membres du ComEx ont approuvé la nomination et le Président a souhaité la bienvenue à Mme Prieto dans l'équipe de gestion de ce Conseil Consultatif.



3. Mise à jour du Programme de Travail de l'Année 17 (Secrétariat)

Le Secrétariat a présenté une mise à jour du Programme de Travail. La présentation peut être consultée [ici](#). Le texte complet du Programme de Travail se trouve [ici](#). Les questions spécifiques des membres du ComEx peuvent être transmises au Secrétariat.

Mme Mathies a évoqué la prochaine réunion Inter-CC avec la Commission le 29 avril, pour laquelle des points de l'ordre du jour doivent être proposés. Elle a suggéré une mise à jour sur les points suivants : la révision de la Directive-cadre Stratégie pour le Milieu Marin, l'avis du CC EOS sur la mise en œuvre de la Directive sur les Plastiques à Usage Unique et l'initiative "Fishing for Litter". Elle a précisé que ces mises à jour avaient été requises lors des dernières réunions et n'avaient pas été fournies. Une mise à jour de l'avis du CC sur l'Economie Bleue sera également requise. Elle a invité les membres à envoyer par courriel toute suggestion susceptible d'être ajoutée à l'ordre du jour.

Mme Mathies a mentionné les réunions MIAC/MIACO prévues pour le mois de juin, ainsi qu'une recommandation formulée par le CC EOS dans l'avis sur les Possibilités de Pêche pour 2022 concernant les *"Informations sur le niveau d'assurance qualité auquel un stock a été soumis, plus précisément sur le fait qu'une évaluation a été intégrée ou non dans le cadre d'évaluation de la transparence du CIEM, devraient être incluses dans la fiche d'avis du CIEM. Cette information devrait se trouver au début de la page d'avis et être présentée dans un format très simple et direct, par exemple avec un système de codification"*. Mme Mathies a indiqué que, selon la réponse de la Commission, le CC EOS devrait aborder cette question directement avec le CIEM. Le Secrétariat a demandé si les membres souhaitaient que cette question soit incluse dans l'ordre du jour du MIAC ou s'il fallait préparer une lettre au CIEM.

Point d'action : Le Secrétariat mettra en place une procédure écrite pour les mises à jour du contenu des réunions du MIAC/MIACO.

4. Mise à jour du budget

Rapport financier de l'Année 17 : la présentation peut être trouvée [ici](#).

La Commission a proposé une approche forfaitaire

Mme Mathies a expliqué le contexte de l'approche forfaitaire de la Commission, qui n'était pas réalisable comme prévu à l'origine. Bien que la Commission envisage toujours de passer d'une évaluation ex-post à une évaluation ex-ante et d'éliminer l'évaluation annuelle des dépenses réelles, une proposition de budget annuel devra toujours être soumise. Le paiement du solde de fin d'année sera basé sur les résultats obtenus dans le cadre du programme de travail technique (c'est-à-dire le nombre de réunions, le nombre de propositions). Les CC devaient soumettre des projets de propositions budgétaires en janvier, et le Secrétariat du CC EOS a soumis quatre propositions distinctes couvrant les exercices 18, 19, 20 et 21. Ceci a été fait en détail et le CC a été informé de la proposition.

Une réponse de la Commission à chaque CC est attendue prochainement indiquant précisément si les propositions sont acceptées en totalité ou seulement en partie. Le Secrétariat informera les membres lorsque la lettre sera reçue et entrera en contact avec la Commission dans le cas où elle fournirait moins d'argent. Mme Mathies a indiqué que la DG Mare a vu son budget de voyage réduit



en interne, conformément au Pacte Vert, et que la Commission recommande de faire de même pour tous les CC. Elle a indiqué que cela posait problème en raison de l'impossibilité de fixer un prix de marché pour les vols. La Commission s'attend également à ce que les futures réunions soient hybrides, ce qui représente une augmentation de 8 000 à 15 000 euros du coût d'une réunion. Cela doit se refléter dans le budget, mais la Commission souhaite que les CC réduisent ces coûts. La Commission a été informée que le Pacte Vert vise à réduire l'impact des réunions et non leur coût. Mme Mathies a indiqué que la Commission était en train de modifier la manière dont elle évalue les réalisations des CC. La Commission n'a pas donné de modèle à suivre pour rapporter ou avancer ces résultats. La Commission a informé les Secrétariats que toute réponse aux consultations publiques n'est pas prise en compte dans la proposition de Programme de Travail, ce qui a entraîné une certaine confusion car beaucoup de temps et d'efforts ont été consacrés aux consultations publiques. La Commission avait assuré que le CC recevrait le paiement du solde à moins que 50% des objectifs que nous avons fixés ne soient pas atteints. Mme Mathies a informé le groupe de la proposition de réduire le nombre de réunions physiques et de rendre les réunions de septembre virtuelles, conformément aux exigences du Pacte Vert, afin de réduire l'impact des déplacements.

ACTION : Le Secrétariat lancera une consultation écrite concernant le passage des réunions de septembre de physiques à virtuelles.

5. Campagne d'adhésion au CC EOS - Katrina Ryan, Mindfully Wired Communications

Le Président a souhaité la bienvenue à Katrina Ryan (MWC) et a noté que l'approbation des membres du ComEx était requise pour que le Secrétariat puisse mener à bien les actions identifiées dans le cadre de la stratégie de recrutement des membres. La présentation peut être consultée [ici](#).

Mme Ryan a rappelé que la véritable valeur de ce Conseil Consultatif réside dans les réseaux personnels. Elle a donc souhaité savoir s'il y avait connaissance d'autres organisations, internationales ou nationales, susceptibles d'être intéressées par une adhésion ou désireuses de recevoir des supports marketing spécialement conçus à cet effet, afin de contacter Katrina ou le Secrétariat.

Le Président a remercié Mme Ryan et a invité les participants à poser leurs questions.

M. O'Donoghue a fait remarquer que la présentation était très utile et espère qu'elle aura des retombées positives. Il estime que, tout en soulignant les avantages du CC EOS, il est important de préciser que toutes les recommandations formulées sont factuelles et fondées sur des bases scientifiques ou techniques. Il a suggéré de privilégier une approche personnalisée et de demander de manière informelle le soutien de la Commission pour contacter les personnes.

M. Woodlock a fait remarquer qu'en tant que membre du Groupe d'Autres Intérêts, les personnes à cibler étaient précédemment membres du CC. M. Woodlock estime qu'il est essentiel de faire connaître le travail du CC EOS. Il considère qu'il y a un manque général de sensibilisation du public au sujet des CC et de leurs activités, et il a suggéré donc de ne pas limiter les communiqués de presse uniquement à l'industrie.

Mme Philippe a ajouté qu'elle était favorable à cette initiative, estimant qu'il était très important d'accroître l'équilibre entre les membres. Elle considère que cela donnera plus de poids aux avis que le CC EOS adresse à la Commission.



Mme Ryan a remercié tous les participants pour leur contribution. Elle a noté ce que Sean a mentionné au sujet des recommandations factuelles, scientifiques ou techniques, qui sont susceptibles d'être intégrées dans les messages clés de la stratégie et de la présentation. Elle a également expliqué que le communiqué de presse constituait l'approche grand public, puis que la lettre était une approche plus personnelle dans laquelle il était possible de s'appuyer sur des contacts directs. En réponse à M. Woodlock, Mme Ryan a indiqué que l'intention était de cibler les anciens membres et de préciser que le CC EOS avait évolué, qu'il avait modifié ses Règles de Procédure et que son programme d'activité pour l'année à venir était plus que jamais axé sur les questions environnementales à grande échelle.

Mme Mathies a indiqué que la Commission avait été sollicitée à plusieurs reprises pour soutenir la campagne d'adhésion du CC EOS, mais ne s'était pas montrée très coopérative. Elle a déclaré qu'un rapport sur cette campagne serait inclus dans le Rapport sur le Programme de Travail à la fin de l'année. Ce rapport fera état des réponses, des retours et des absences de réponse, afin de faire ressortir tout ce qui peut être entrepris en vue d'attirer de nouveaux membres, et notamment des membres du Groupe d'Autres Intérêts, au sein de ce CC.

Les actions proposées dans le cadre de la campagne d'adhésion ont été approuvées.

6. Rapport du Parlement européen sur "l'état d'avancement de la mise en œuvre de la PCP et les perspectives après 2020" - MPE Gabriel Mato

Le Président a remercié M. Mato pour sa participation à la réunion ainsi que pour l'invitation à contribuer à l'examen. La réponse du CC est en cours d'élaboration et sera transmise une fois finalisée.

Le MPE Gabriel Mato a remercié tout le monde pour l'invitation d'aujourd'hui et a déclaré qu'il s'agissait d'un rapport extrêmement important et qu'il souhaitait recueillir autant de commentaires que possible auprès des parties prenantes. L'objectif principal est de faire le point sur la mise en œuvre de la PCP jusqu'à ce jour, de manière à déterminer si les outils de la PCP sont appropriés pour faire face aux défis actuels et futurs, mais aussi de comprendre quels aspects doivent être revus ou améliorés. Il a expliqué que le questionnaire était flexible et que les parties prenantes étaient invitées à évoquer tout autre sujet qu'elles jugeaient pertinent d'aborder.

M. Mato a souligné que les objectifs de la PCP représentent l'un des principaux éléments dont il faut discuter dans ce contexte. Il estime que certains des objectifs et des délais fixés en 2013 se sont révélés trop rigides, ambitieux et peu réalistes. Il a notamment mentionné l'objectif RMD et a souligné la difficulté de mettre en œuvre l'obligation de débarquement. *"Nous avons besoin d'objectifs plus opérationnels et pragmatiques qui soient atteignables"*, a-t-il déclaré.

En outre, les débats et les discussions concernant les objectifs ne se concentrent généralement que sur les aspects environnementaux, mais le succès de la PCP ne devrait pas être uniquement mesuré en fonction de ceux-ci. La santé des stocks halieutiques et de l'écosystème marin est clairement une condition sine qua non pour un secteur de la pêche économiquement viable. Toutefois, les dimensions sociales et économiques doivent également être prises en compte dans l'équation. Il a notamment souligné le rôle vital que joue la pêche pour la société et les communautés côtières.

Il a ensuite évoqué la crise du carburant à laquelle le secteur est confronté en raison de la guerre en



Ukraine. *"L'UE doit soutenir les pêcheurs et le secteur tout au long de la chaîne de valeur. Les considérations sociales devraient être d'autant plus prioritaires en ce moment, et il nous faut réfléchir à la meilleure façon de les intégrer dans nos décisions"*, a déclaré M. Mato. Il a poursuivi en affirmant qu'il est nécessaire de parvenir à un nouvel équilibre entre les différents objectifs de la PCP. De manière générale, il est primordial de réfléchir aux objectifs existants, et de déterminer si ceux-ci sont toujours d'actualité, réalistes et atteignables.

M. Mato a ajouté que la gouvernance est un autre élément clé du débat sur la mise en œuvre de la PCP. Plus précisément, il s'agit de savoir comment parvenir à une bonne gouvernance dans l'UE, et comment l'UE peut contribuer à garantir une pêche durable au niveau mondial. Il déplore que la pêche perde progressivement de son importance à l'échelle européenne, notamment au sein de la Commission. Pourtant, la pêche reste un secteur stratégique tant du point de vue socio-économique que de la sécurité alimentaire. Il est donc essentiel de veiller à ce que la pêche obtienne le rôle qu'elle mérite au sein de la Commission.

Une autre question importante liée à la gouvernance concerne le rôle des Conseils Consultatifs. M. Mato a évoqué l'implication des CC dans le processus décisionnel et leur capacité à apporter une contribution significative. *"Les CC ont un rôle vital et leurs avis sont d'une importance cruciale non seulement pour la Commission, mais aussi pour le Parlement européen"*. M. Mato a expliqué que le questionnaire déclenche une réflexion quant à la meilleure façon de positionner les CC dans le processus de prise de décision, ainsi que sur les responsabilités et les pouvoirs qui pourraient être accordés aux CC.

M. Mato a ensuite indiqué qu'il était nécessaire de garantir l'égalité des conditions entre l'UE et certaines flottes étrangères qui appliquent des normes sociales et environnementales moins strictes, ce qui a un impact sur la compétitivité des produits de la mer européens. *"Plus l'UE applique des lois strictes, plus elle devient dépendante des produits de la mer importés"*, a-t-il expliqué. Selon M. Mato, il faudrait imposer des restrictions sur les produits importés, dans la mesure où l'UE dispose des réglementations les plus strictes. L'UE doit défendre les intérêts de son propre secteur à l'échelle mondiale et, dans le même temps, promouvoir le modèle européen de durabilité.

Il a conclu en apportant des informations sur le programme de son travail sur le rapport. Les contributions au questionnaire sont attendues pour la fin du mois de mars et le rapport sera rédigé dans le courant du mois d'avril. Il a également mentionné qu'une séance publique sur le sujet était organisée à la Commission PECH le jour suivant et a invité toutes les parties prenantes à y assister.

Le Président a remercié M. Mato pour sa présentation détaillée des sujets qui devront être abordés en réponse à la consultation et a noté que le CC s'efforçait d'obtenir une contribution unanime avant la date limite de fin mars.

M. Mato a mentionné la difficulté de faire une présentation en ligne, et c'est pourquoi il essaiera dès que possible de rencontrer toutes les parties prenantes en face à face afin de discuter de toutes ces questions. M. Mato attend les réponses qui lui seront transmises et s'efforcera de tenir compte des préoccupations des CC et de l'ensemble du secteur de la pêche.

ACTION : Le Secrétariat mettra en place un GRA pour le suivi des rapports de la PCP.

7. Questions diverses

Aucune



8. Synthèse des actions convenues et des décisions prises par le Président

1	Le Secrétariat prendra contact avec le CIEM concernant les réunions MIAC/MIACO à Copenhague en juin.
2	Inter-CC du 29 avril : Le Secrétariat soumettra les points inscrits à l'ordre du jour à la Commission, y compris : DCSMM, suivi de la Directive SUP et de l'initiative FFL, suivi de l'avis Multi-CC sur l'économie bleue. Les membres sont invités à envoyer d'autres suggestions au Secrétariat avant la fin du mois de mars.
3	Le Secrétariat vérifiera auprès de la Commission les retards éventuels des avis du CIEM concernant les stocks des EOS.
4	Le Secrétariat va demander à tous les membres de manifester leur volonté de participer à un GRA spécialisé chargé de préparer un avis sur les Mesures Techniques en mer Celtique, suite au rapport du CSTEP.
5	Le Secrétariat finalisera la lettre sur la crise du carburant et la transmettra au ComEx pour approbation en procédure accélérée.
6	Le Secrétariat lancera une consultation écrite concernant le passage des réunions de septembre de physiques à virtuelles.
7	Le Groupe de Rédaction d'Avis sur la PCP rédigera la réponse au questionnaire de M. Mato qui sera transmise d'ici la fin du mois. Le Secrétariat assurera le suivi de ce sujet afin que le ComEx soit tenu informé de toute action ultérieure nécessaire.
8	Le Secrétariat mettra en place un GRA pour le suivi des rapports de la PCP.

Participants

Membres du ComEx u CC-ANOC	
Emiel Brouckaert	NWWAC
Bruno Dachicourt	ETF
Hugo González	ANASOL/ARVI
Jan Kappel	EAA
Julien Lamothe	ANOP
Jesus Lourido Garcia	Puerto de Celeiro
John Lynch	Irish South & East Fish Producers Organisation Ltd
Geert Meun	VisNed
Anaïs Mourtada	CNPMEM
Patrick Murphy	Irish South & West Fish Producers Organisation
Sean O'Donoghue	Killybegs Fishermen's Organisation Ltd
Alexandra Philippe	EBCD
Irene Prieto	ANASOL/ARVI
Jean-Marie Robert	Le Pêcheurs de Bretagne
Johnny Woodlock	Irish Seal Sanctuary
Experts et observateurs	
José Beltran	OPP-7 Burela
Enda Conneely	IIMRO



CONSEIL CONSULTATIF POUR
LES EAUX OCCIDENTALES
SEPTENTRIONALES

NORTH WESTERN
WATERS
ADVISORY COUNCIL

CONSEJO CONSULTIVO PARA
LAS AGUAS
NOROCCIDENTALES

Gérald Hussenot Desenonges	Bluefish
Manu Kelberine	CRPM de Bretagne
Olivier Lepretre	CRPMEM Hauts-de-France
Gabriel Mato	MEP
Dominique Thomas	OP CME MMN
Katrina Ryan	Mindfully Wired COmmunications
Mathieu Vimard	OPN
Secrétariat du CC EOS	
Deirdre Hoare	Rapporteur
Mo Mathies	Executive Secretary
Matilde Vallerani	Deputy Executive Secretary

DRAFT